

Action Ecologie appelle à la démission de Barbara Pompili et demande aux candidats à la présidentielle de prévoir la sortie du thème de l'énergie du ministère de l'écologie

Barbara Pompili, Ministre de l'Ecologie a demandé à l'entreprise EDF de prendre des mesures pour améliorer la sécurité d'approvisionnement en électricité après l'arrêt de plusieurs réacteurs nucléaires qui risque de provoquer des tensions importantes sur les réseaux électriques cet hiver. Elle a aussi demandé « un audit indépendant sur la maîtrise industrielle et l'optimisation des arrêts de réacteurs afin de renforcer la disponibilité du parc nucléaire français à moyen terme ».

Cette annonce vient après l'arrêt par mesure de précaution de quatre réacteurs des centrales de Chooz et de Civaux. Selon RTE les marges restent réduites sur les systèmes électriques entre fin novembre et fin décembre 2022.

Par ailleurs, ces tensions sur le marché de l'électricité ont provoqué une envolée des prix de l'électricité qui grève dangereusement la compétitivité des entreprises françaises et qui contraint l'Etat Français à importer de l'électricité produite à partir d'énergie fossile.

Action Ecologie rappelle que cette situation inédite et désastreuse est due en grande partie à la politique anti-nucléaire inspirée par le parti *Europe Écologie Les Verts* auquel a appartenu pendant très longtemps Madame Pompili. Ce parti, ennemi acharné de l'atome, a négocié en 2012 un accord politique avec le *Parti Socialiste* prévoyant la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. Conformément à la ligne de son parti, la ministre actuelle s'est réjoui de cette fermeture opérée à partir de 2020. La Centrale alsacienne produisait pourtant en moyenne 11 TWH par an d'une électricité décarbonnée et aurait pu, selon l'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN), continuer de fonctionner sans danger pendant au moins 10 ans.

Ainsi, Barbara Pompili, comptable de la politique anti-nucléaire menée par la France, est directement responsable du fiasco actuel. La convocation du PDG d'EDF et sa demande d'audit ressemble à une tentative désespérée pour détourner l'attention de ses propres responsabilités. Sans son funeste activisme et les décisions désastreuses qu'elle et son parti ont inspiré, notre pays ne connaîtrait pas de tels risques de coupure d'électricité, une telle envolée des prix, et ne serait pas contraint d'importer une électricité « carbonnée ».

Par conséquent Action Ecologie demande la démission immédiate de Barbara Pompili de son poste de ministre de l'Ecologie.

Par ailleurs, Action Ecologie enjoint l'ensemble des candidats à la présidentielle à insérer dans leur programme le retrait du thème de l'énergie du Ministère de l'Ecologie. Conduit essentiellement par des anti-nucléaires et par une administration acquis à leur cause, le Ministère a largement participé, pendant ces dernières années, à la désorganisation des politiques énergétiques françaises. Celles-ci étant au cœur du développement de notre nation, elles doivent être strictement protégées de toutes idéologies et être confiées durablement, par exemple, à un ministère de plein exercice. Le ministère de l'écologie, quant à lui doit revenir ce qu'il était avant 2007 : un ministère de l'environnement pilotant principalement les politiques de lutte contre les pollutions, les nuisances et les risques et les politiques de préservation du patrimoine naturel.

C'est à ce prix, estime Action Ecologie, que la France pourra à la fois assurer un développement harmonieux et protéger efficacement son environnement.

Contact presse :

Bertrand Alliot

bertrand.alliot@gmail.com

06 61 59 51 98